

Des salariées du Planning Familial 38 sont en grève reconductible contre la réforme des retraites depuis le 28 Mars

Nous sommes plusieurs salariées du Planning familial 38 en grève reconductible depuis le mardi 28 Mars. Face aux dernières décisions du gouvernement il nous paraît nécessaire de participer activement au mouvement social actuel contre la loi sur les réformes des retraites.

Les femmes et les personnes minorisées de genre seront les premières touchées par cette réforme :

- Les inégalités de pensions résultent d'inégalités de salaire et de durée de carrière. Les discriminations dans l'accès à l'emploi, ainsi que les inégalités de santé que subissent les femmes et les personnes LGBTQI+* entraînent des carrières hachées
- La retraite amplifie les inégalités de salaires : si les salaires des femmes sont inférieurs en moyenne de 22 % à ceux des hommes (Insee 2022), leurs pensions sont quant à elles inférieures de 40 % (Drees 2022) ;
- Le taux de pauvreté des femmes retraitées aujourd'hui est significativement plus élevé que celui des hommes (10,4 % contre 8,5 %) ;
- L'annonce d'un minimum à 85 % du SMIC se base sur une carrière complète, or 1) les personnes aux plus faibles retraites ont rarement une carrière complète et 2) ce minimum ne concernera que les nouveaux départs en retraite ;
- La suppression de la majoration de trimestres pour maternité va mécaniquement amener les femmes à partir plus tard à la retraite (9 mois en moyenne pour les femmes),
- L'allongement de la durée de cotisation pénalisera les personnes qui ont des carrières courtes, à majorité de femmes, qui, déjà aujourd'hui, n'atteignent pas la durée de cotisation exigée ;
- La décote touche plus les femmes que les hommes : 19% femmes sont déjà obligées de travailler jusqu'à 67 ans contre 10% pour les hommes
- La pénibilité des métiers dits féminins n'est toujours pas prise en compte.

**les personnes minorisées de genre ne sont toujours pas prises en compte dans les études concernant les inégalités professionnelles, cependant des études montrent qu'elles subissent des discriminations à l'emploi et dans le domaine de de la santé.*

Nos missions quotidiennes auprès de publics souvent minorisés, précarisés, fragilisés nous poussent à nous mobiliser contre une réforme dont ielles seront les premières victimes. Les femmes, les personnes LGBTQI+, les personnes exclues seront les premières touchées par cette réforme qui sanctionnera lourdement les carrières professionnelles hachées, le souhait de parentalité, la précarité, la maladie, l'exclusion du marché du travail, réalités que nous rencontrons tous les jours dans nos missions. Nous savons que les violences systémiques que ces personnes subissent affectent directement leur santé et donc leurs carrières.

Toutes les réformes qui consistent à allonger les durées de travail défavorisent mécaniquement ceux dont les carrières sont entravées, en particulier les femmes, plus nombreuses à avoir des carrières incomplètes : 40 % partent à la retraite avec une pension incomplète.

Nous aussi nous sommes concerné.es ! Professionnel.les du secteur sanitaire, social et médico-social dans le monde associatif, où règnent la précarité et la dévalorisation de nos métiers, nous serons grandement défavorisé.es par cette réforme. Pourrons-nous continuer nos missions salariées jusqu'à 64 ans, ou plus ?

Déjà aujourd'hui beaucoup d'entre nous quittent ces emplois éprouvants bien plus tôt, pour la retraite anticipée avec des pensions dérisoires, la galère sur un marché du travail qui rejette les séniors, ou les minima sociaux.

Le secteur associatif représente 1,8 millions de salarié.e.s en France aujourd'hui. Il est un secteur économique et social essentiel. Nos structures et nos emplois sont menacé.es par cette réforme, nous devons agir.

Au-delà des conséquences sur l'avenir de chacun.e, il s'agit ici de décider dans quel type de société nous voulons vivre et de défendre notre dignité et nos conquises sociales.

Nous mobiliser par la manifestation permet de visibiliser nos actions, et par la grève de participer au blocage de l'économie, seul outil qui nous permettra d'imposer le retrait de cette réforme. Si on s'arrête, le monde s'arrête ! La grève est essentielle. C'est pourquoi le centre de santé sexuelle de Gambetta sera fermé au public (accueil d'urgence maintenu) .

Nous vous appelons à rejoindre le mouvement et à nous soutenir !

Piquet de grève le 30/03 de 12h à 14h

**Rejoignez-nous dans la rue devant le 30 Boulevard Gambetta à
Grenoble**